



Fiche Thématique

Gouvernance et Société Civile

Dernière mise à jour : *Novembre 2025*

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2030



Contexte

L'AICS promeut des initiatives visant à renforcer les investissements publics et l'assistance technique pour l'élaboration de politiques stratégiques. Dans un contexte marqué par des transitions politiques et des défis économiques, la Coopération italienne soutient le gouvernement tunisien dans l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques, la gestion des réformes structurelles et la qualité des services offerts aux citoyens.

Une attention particulière est accordée au renforcement des capacités du secteur public ainsi qu'à l'implication de la société civile et des communautés locales. Dans ce cadre, l'Italie collabore avec des organisations internationales pour accompagner la Tunisie dans les processus de modernisation administrative, avec un accent spécifique sur l'inclusion sociale et les conditions d'accès aux services.

À cet égard, les interventions portent également sur le développement local et la création d'opportunités économiques, en particulier pour les catégories les plus vulnérables de la population, en renforçant la gouvernance et les capacités des institutions tunisiennes à promouvoir le développement socio-économique des communautés locales.

Projet Mobi-TRE – Phase II “La migration en tant que ressource : Mobilisation de la diaspora tunisienne et stabilisation des communautés défavorisées en Tunisie”

La deuxième phase du projet Mobi-TRE vise à créer des synergies entre le renforcement de la gouvernance des services destinés aux citoyens, l'implication de la diaspora et la création d'opportunités de développement socio-économique durable dans des zones défavorisées de la Tunisie. L'initiative, mise en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations – OIM Tunisie, valorise le rôle stratégique des Tunisiens Résidant à l'Étranger (TRE) en tant qu'acteurs clés du processus de développement du

Budget : EUR 2M

Début des activités : 2023

Organisme de mise en œuvre: OIM Tunisie

Objectif général: Contribuer à renforcer l'impact positif de la diaspora dans la relance socio-économique de la Tunisie, et particulièrement des régions à fort potentiel migratoire, en s'alignant à la stratégie nationale de développement.

pays, tout en renforçant les capacités institutionnelles et la qualité du dialogue entre le gouvernement et la société civile.

Le projet promeut une vision à long terme, centrée sur la mobilisation des compétences, des capitaux et des réseaux de la diaspora tunisienne pour contribuer au développement national. Une attention particulière est portée au renforcement des capacités de l'administration publique en matière de collecte, d'analyse et d'utilisation des données relatives à la diaspora, comme levier pour orienter des politiques publiques inclusives.

À travers une approche institutionnelle et participative, Mobi-TRE - Phase II vise à consolider le lien entre l'État et les citoyens à l'étranger, en encourageant leur participation active à des initiatives d'investissement, d'innovation et de co-développement. La collaboration entre institutions publiques, acteurs de la société civile, monde économique et communautés diasporiques est renforcée afin de promouvoir une gouvernance plus inclusive et efficace.

Programme de soutien à la décentralisation en Tunisie - PRODEC

Budget : EUR 25M

Début des activités : 2019

Organisme de mise en œuvre :
Caisse de prêts et Soutien aux
Collectivités Locales (CPSCL)

Objectif général : Améliorer
l'accès aux services pour la
population des municipalités
concernées, en soutenant le
processus de décentralisation et
de municipalisation en Tunisie.

Le programme vise à améliorer les services de base de 31 nouvelles communes (créées en 2015-2016 et situées dans 10 gouvernorats différents) en finançant les investissements prévus dans leurs plans communaux, principalement liés aux infrastructures et aux équipements. Cette intervention s'inscrit dans le cadre d'une stratégie multi-donateurs, à laquelle participent d'autres partenaires tels que l'Union Européenne avec son programme de soutien à la gouvernance locale, la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) avec son programme de financement des collectivités locales (FICOL) et

l'Agence Française de Développement (AFD) par le biais de fonds de l'Union européenne en soutien à son programme d'appui à la communautarisation intégrale (PACI), afin de couvrir les besoins des 55 nouvelles communes restantes.

Le programme repose sur quatre axes d'intervention principaux :

- assistance technique et formation du personnel des municipalités afin de leur permettre d'acquérir les compétences de base nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'investissement ;
- construction de sièges municipaux et d'entrepôts communaux et fourniture des équipements indispensables pour rendre les nouvelles communes opérationnelles dans la fourniture de services de base, tels que la fourniture de moyens pour la construction de routes, de camions pour la collecte des déchets, etc. ;
- réalisation de travaux publics (boulevards, trottoirs, routes communales, éclairage public, drainage des eaux pluviales, etc.) ;
- réalisation d'ouvrages publics (avenues, trottoirs, routes communales, éclairage public, drainage des eaux pluviales, etc.) ;
- exécution de projets d'utilité publique et de bâtiments socio-collectifs tels que marchés, terrains de sport, bibliothèques, etc.

ECO-VILLES : Réseau d'autorités locales pour la durabilité et la résilience urbaine en Tunisie

Budget : EUR 2,1M

Contribution AICS : EUR 2M

Début des activités : 2025

Organisme Promoteur : Municipalité de Alcamo

Objectif général : Contribuer à la promotion du développement urbain et territorial durable dans les municipalités de Sousse, Akouda et Nabeul en Tunisie.

L'initiative contribue à promouvoir un développement urbain et territorial durable et résilient en Tunisie, dans les municipalités de Sousse, Akouda et Nabeul, en favorisant l'adoption de politiques durables en matière d'urbanisation et de gestion du territoire, ainsi que la réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau urbain. À cette fin, l'initiative vise à améliorer la gestion urbaine selon une approche durable, intégrée et participative, dans les domaines des déchets urbains solides (DUS), de

l'efficacité énergétique (EE) et de l'utilisation des énergies renouvelables (ER), sur la base des besoins identifiés à travers trois axes stratégiques :

- formation et bonne gouvernance ;
- implication de la société civile ;
- échanges de savoir-faire et création de réseaux publics-privés.

L'approche multi-acteurs, multi-niveaux et intégrée prévoit un partenariat composé d'acteurs institutionnels et techniques, ainsi que de représentants de la société civile ayant une expérience avérée dans la gestion urbaine durable et la protection de l'environnement.

La création de réseaux d'échange durables entre les institutions locales italiennes et tunisiennes garantit un fort sentiment d'appropriation de la part des partenaires locaux et la durabilité des activités du projet au-delà de la durée de l'initiative.